

Projet de délibération – Conseil d’administration – Séance du 16 décembre 2016 - Point XII
Approbation du lancement d’une consultation et de la signature d’un marché public

Fondements juridiques :

- Article L712-2 et L712-3 du code de l’éducation ;
- Délibération n°2016-62 portant délégation de pouvoir du Conseil d’administration à la Présidente de l’Université ;
- Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marché public.

Contexte de la délibération :

Le marché soumis à délibération a pour objet des travaux de réparation de l’étanchéité et de remise en état des toitures terrasses. Compte tenu du montant du marché (accord cadre à bons de commande sans minimum en valeur HT et avec un maximum de 250 000€ HT par an), une approbation préalable du Conseil d’administration à son lancement et à sa signature est nécessaire.

A titre informatif, il existait déjà un marché ayant le même objet : le marché TR 13018 « remise en état et réparation de l’étanchéité des toitures terrasses de l’Université Lumière Lyon 2 ».

Il s’agissait d’un marché simple passé avec un minimum en valeur de 5 000,00€ HT par an et un montant maximum en valeur de 150 000,00€ HT par an, notifié le 30/09/2013 avec une date de fin au 29/09/2017.

L’entreprise titulaire de ce marché, l’entreprise MUNNIA (SARL unipersonnelle), a cessé son activité et a été radiée du Registre du commerce et des sociétés le 10 novembre 2016, d’où une fin prématurée du marché.

En conséquence, il convient de relancer un marché sur le même objet, d’autant que le besoin est revu à la hausse avec des travaux lourds sur les gymnases en prévision, ce qui explique le passage du montant maximum par année de 150 000,00€ HT à 250 000€ HT.

Caractéristiques essentielles du marché à conclure :

- Il s’agit d’un marché de travaux ;
- Procédure adaptée (article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics) et en accord cadre à bons de commande (article 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016)
- Date prévisionnelle de notification : début février 2017
- Montant du marché : sans minimum et avec un maximum de 250 000€ HT par an.